



Accueil > Actualités > Politique > La fermeture des bars-tabacs, un facteur de progression du vote d'ex

La fermeture des bars-tabacs, un facteur de progression du vote d'extrême-droite en milieu rural ?

Selon une étude du Centre pour la recherche économique et ses applications, la fermeture de ces « lieux de socialisation » participerait à la progression durable du vote en faveur du Rassemblement national. Un phénomène d'autant plus marqué dans les communes rurales.



Par Aglaée Marchand

Temps de lecture : 5 min

Publié le 02/02/2026 à 16:17

Le bar-tabac trône sur les places de villages, en bord des routes, à la sortie des gares. Avec son comptoir parfois en formica, son présentoir à cigarettes, ses jeux à gratter, et ses effluves de café, il s'impose comme un espace de rencontres et d'échanges. Se faisant, il contribue à l'infrastructure sociale et politique d'un territoire. Or, depuis plusieurs décennies, des communes assistent à la fermeture en cascade de ces « lieux de socialisation ». Entre 1960 et 2023, le nombre d'établissements a dégringolé de 200 000 à 38 800, soit une baisse de plus de 80 %. Un phénomène de disparition non sans impact sur la progression du vote d'extrême-droite, [d'après une étude du Centre pour la recherche économique et ses applications](#).

Pour parvenir à ce constat, le chercheur Hugo Subtil a mis en lien la fermeture de 18 000 bars-tabacs entre 2002 et 2022 et les résultats des élections législatives et présidentielles sur vingt-cinq ans. « Ces fermetures sont peu médiatisées, mais on s'est aperçu que ce trou d'air dans la sociabilité des personnes localement a une incidence, à long terme, sur les résultats du Rassemblement national », indique-t-il.

Un « repli relationnel »

Quand un bar-tabac ferme, les interactions ordinaires, et leur diversité, en pâtissent. « Les individus se voient moins, ils sociabilisent différemment. Ils vont se retrouver entre eux, se recentrer sur leur famille, et leurs amis, des personnes avec qui ils partagent déjà beaucoup de caractéristiques sociales et d'opinions. Avec ce repli relationnel, il y a moins de forces de rappels et de points de vue différenciés », explique Hugo Subtil, « la politique devient un face-à-face entre individus atomisés et récits médiatiques nationaux ». En milieu rural, les effets sont trois fois plus forts. « Dans les plus petites communes, le bar-tabac est la dernière infrastructure sociale. En ville, si un bar-tabac ferme, les individus vont en trouver d'autres ». Dans 22 % des cas, lorsqu'un établissement clôt ses portes, « il n'y a plus rien après », rapporte l'économiste.

Cette recomposition des liens sociaux peut tendre à favoriser le vote d'extrême-droite. A l'inverse des fermetures d'industries, qui provoquent une hausse « immédiate » des voix pour le RN dans l'élection qui suit – en raison de l'augmentation du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat, les effets de la disparition des cafés et bistrots « se propagent sur le temps long ». L'étude dévoile que, sur vingt ans, le score du RN dans les communes concernées par la disparition d'un bar-tabac a été plus élevé de 1,38 % aux élections présidentielles. Pour les législatives, le gain est de 1,28 %. « Avec cet accroissement temporel, on comprend que ce n'est pas la disparition du bar-tabac lui-même qui affecte les comportements électoraux de manière soudaine, mais plutôt l'accumulation lente de ses conséquences », analyse le chercheur. Au premier rang desquelles, la raréfaction des espaces de socialisation, « irremplaçables pour ceux qui les fréquentaient ».

Plus concrètement, cette hausse serait suffisante pour faire basculer 1,3 % des élections législatives au niveau communal, et jusqu'à 3,6 % dans les communes rurales. Dans des scrutins serrés, où les majorités peuvent basculer à quelques sièges, cet essor « est loin d'être négligeable », selon l'économiste.

Un enjeu électoral « politisé » par le RN

A travers ce phénomène, Hugo Subtil démontre que ce vote RN ne peut être réduit à « un vote de classe ou à un rejet de l'immigration ». Il traduit en réalité « un rapport au territoire que l'extrême-droite est parvenue à mobiliser, à politiser, pour en faire un enjeu électoral ». En décryptant plus de deux millions d'interventions parlementaires entre 2007 et 2024, le chercheur analyse la rupture de registre entreprise par le parti de Marine Le Pen. « On s'aperçoit que toutes les formations politiques parlent des bars-tabacs, pratiquement à la même fréquence, mais pas de la même manière ». Dans le bloc central, par exemple, « les termes sont techniques, ils relèvent du sanitaire, du réglementaire, de la fiscalité », déroule le chercheur.

A l'inverse, les troupes RN « développent, depuis les années 2010, un narratif du 'déclin de la France'et des 'oubliés des territoires'. Le cadrage choisi relève du symbolique », explicite-t-il. En juin dernier, le député Julien Odoul déposait une proposition de résolution pour que les cafés et bistrots français soient reconnus au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Le sentiment d'abandon face au recul des services de proximité et des lieux de socialisation, dont les habitants ruraux font l'expérience concrète, peut ainsi trouver écho dans la construction du récit opérée par le RN.

Une dynamique réversible

L'étude met néanmoins en lumière un effet miroir aux fermetures : les ouvertures de bars-tabacs influencent aussi les scores du RN sur le temps long. Il diminue ainsi de 1,25 % après vingt ans pour les législatives. « De nouveaux espaces de socialisation recréent logiquement du lien. Ce constat ouvre un levier d'intervention concret pour inverser la tendance, et, plus globalement, favoriser le bien-être territorial », considère Hugo Subtil. « Ça ne revient pas à dire qu'il faut ouvrir des bistrots pour faire baisser l'extrême-droite », nuance-t-il, « mais que la sociabilité est essentielle ». En publiant son étude à quelques semaines des élections municipales, le chercheur entend envoyer un signal aux édiles : « Le lien social est peu mis en avant dans les débats, mais ce sont les maires qui disposent de la plus grande marge de manœuvre sur le terrain ».



Pour aller plus loin

- [RN](#)
- [RURALITÉ](#)

Dans la même thématique

[Voir tous](#)

8min

POLITIQUE

A Tourcoing, Gérald Darmanin et Edouard Philippe gommement leurs différences et affichent leur unité

C'est un soutien de poids, mais exigeant. Désormais aux côtés du candidat Horizons pour la présidentielle, Gérald Darmanin a reçu pour sa...

Le 30 août 2026

7min

POLITIQUE

« C'est le choc des titans » : à Sens, le duel Hollande-Philippe prend des airs de répétition présidentielle

Ils n'ont pas encore le même statut dans la course à l'Élysée, mais ils en ont déjà les allures. À Sens, dans l'Yonne, François Hollande et Edouard Philippe se...

Le 29 août 2026

7min

POLITIQUE

Primaire socialiste : des jeux prévus ?

Rassemblés à Blois pour leurs socialistes s'apprentent à dépar pour trouver leur champion à l'

Le 29 août 2026



Retrouvez-nous sur :



Accès rapide

- [Sénatoriales 2026](#)
- [En direct](#)
- [Replay](#)
- [L'Actualité](#)
- [Notre programme](#)
- [Nos documentaires](#)
- [Nos émissions](#)
- [Nos podcasts](#)

Services

- [Espace Presse](#)
- [Nous contacter](#)
- [Newsletter](#)
- [Où nous voir ?](#)
- [Recrutement](#)
- [Flux RSS](#)

À propos

- [L'équipe](#)
- [Conseil d'administration](#)
- [Comité d'éthique](#)
- [Le site du Sénat](#)
- [Nos partenaires](#)
- [Marchés publics](#)
- [Rapport d'activités](#)
- [Appel à projets documentaire](#)

Préférences

- [Préférence cookie](#)
- [Politique de gestion des cookies](#)
- [Politique de protection des données](#)
- [Mentions légales](#)
- [Charte de modération](#)

Plan du site Crédits : GO&UP

© Public Sénat - 2026